

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE, À TOULON LE 25 SEPTEMBRE 2008.

25 SEPTEMBER 2008 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Maire de Toulon, cher Hubert Falco,
Mes chers amis,

Si j'ai voulu m'adresser ce soir aux Français, c'est parce que la situation de notre pays l'exige. Je mesure la responsabilité qui est la mienne dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons.

Une crise de confiance sans précédent ébranle l'économie mondiale. De grandes institutions financières sont menacées, des millions de petits épargnants dans le monde qui ont placé leurs économies à la Bourse voient jour après jour fondre leur patrimoine, des millions de retraités qui ont cotisé à des fonds de pension craignent pour leurs retraites, des millions de foyers modestes sont mis en difficulté par la hausse des prix.

Comme partout dans le monde, les Français ont peur pour leurs économies, pour leur emploi, pour leur pouvoir d'achat.

La peur est une souffrance.

La peur empêche d'entreprendre, de s'engager.

Quand on a peur, on n'a pas de rêve, on ne se projette pas dans l'avenir.

La peur est la principale menace qui pèse aujourd'hui sur l'économie.

Il faut vaincre cette peur. C'est la tâche la plus urgente. On ne la vaincra pas, on ne rétablira pas la confiance en mentant mais en disant la vérité.

La vérité, les Français la veulent, ils sont prêts à l'entendre. S'ils ont le sentiment qu'on leur cache quelque chose, le doute grandira. S'ils ont la conviction qu'on ne leur cache rien, ils puiseront en eux-mêmes la force de surmonter la crise.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise n'est pas finie, que ses conséquences seront durables, que la France est trop engagée dans l'économie mondiale pour que l'on puisse penser un instant qu'elle pourrait être à l'abri des événements qui sont en train de bouleverser le monde. Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire d'abord la vérité sur la crise financière. Parce que cette crise, sans équivalent depuis les années 30, marque la fin d'un monde qui s'était construit sur la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide. Il avait été porté par un grand rêve de liberté et de prospérité. La génération qui avait vaincu le communisme avait rêvé d'un monde, où la Démocratie et le marché résoudraient tous les problèmes de l'humanité. Elle avait rêvé d'une mondialisation heureuse qui vaincrait la pauvreté et la guerre.

Ce rêve a commencé à devenir réalité : les frontières se sont ouvertes, des millions d'hommes ont été arrachés à la misère, mais le rêve s'est brisé sur le retour des fondamentalismes religieux, des nationalismes, des revendications identitaires, sur le terrorisme, les dumpings, les délocalisations, les dérives de la finance globale, les risques écologiques, l'épuisement annoncé des ressources naturelles, les émeutes de la faim.

Une certaine idée de la mondialisation s'achève avec la fin d'un capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir.

L'idée de la toute puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle.

L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle.

Pendant plusieurs décennies on a créé les conditions dans lesquelles l'industrie se trouvait soumise à la

logique de la rentabilité financière à court terme.

On a caché les risques toujours plus grands qu'on était obligé de prendre pour obtenir des rendements de plus en plus exorbitants.

On a mis en place des systèmes de rémunération qui poussaient les opérateurs à prendre de plus en plus de risques inconsidérés.

On a fait semblant de croire qu'en mutualisant les risques on les faisait disparaître.

On a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier qui est de mobiliser l'épargne au profit du développement économique et d'analyser le risque du crédit.

On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur.

On a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs.

On a obligé les entreprises, les banques, les compagnies d'assurance à inscrire leurs actifs dans leurs comptes aux prix du marché qui montent et qui descendent au gré de la spéculation.

On a soumis les banques à des règles comptables qui ne fournissent aucune garantie sur la bonne gestion des risques mais qui, en cas de crise, contribuent à aggraver la situation au lieu d'amortir le choc.

C'était une folie dont le prix se paie aujourd'hui !

Ce système où celui qui est responsable d'un désastre peut partir avec un parachute doré, où un trader peut faire perdre cinq milliards d'Euro à sa banque sans que personne s'en aperçoive, où l'on exige des entreprises des rendements trois ou quatre fois plus élevés que la croissance de l'économie réelle, ce système a creusé les inégalités, il a démoralisé les classes moyennes et alimenté la spéculation sur les marchés de l'immobilier, des matières premières et des produits agricoles.

Mais ce système, il faut le dire parce que c'est la vérité, ce n'est pas l'économie de marché, ce n'est pas le capitalisme.

L'économie de marché c'est le marché régulé, le marché mis au service du développement, au service de la société, au service de tous. Ce n'est pas la loi de la jungle, ce n'est pas des profits exorbitants pour quelques-uns et des sacrifices pour tous les autres. L'économie de marché c'est la concurrence qui réduit les prix, qui élimine les rentes et qui profite à tous les consommateurs.

Le capitalisme ce n'est pas le court terme, c'est la longue durée, l'accumulation du capital, la croissance à long terme.

Le capitalisme ce n'est pas la primauté donnée au spéculateur. C'est la primauté donnée à l'entrepreneur, la récompense du travail, de l'effort, de l'initiative.

Le capitalisme ce n'est pas la dilution de la propriété, l'irresponsabilité généralisée. Le capitalisme c'est la propriété privée, la responsabilité individuelle, l'engagement personnel, c'est une éthique, une morale, des institutions.

Le capitalisme c'est ce qui a permis l'essor extraordinaire de la civilisation occidentale depuis sept siècles.

La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a trahi l'esprit du capitalisme.

Je veux le dire aux Français : l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle. Renouer avec le collectivisme qui a provoqué dans le passé tant de désastres serait une erreur historique.

Mais ne rien faire, ne rien changer, se contenter de mettre toutes les pertes à la charge du contribuable et faire comme s'il ne s'était rien passé serait aussi une erreur historique.

Nous pouvons sortir plus forts de cette crise. Si nous acceptons de changer nos manières de penser et nos comportements. Si nous faisons l'effort nécessaire pour nous adapter aux réalités nouvelles qui s'imposent à nous. Si nous agissons au lieu de subir.

La crise actuelle doit nous inciter à refonder le capitalisme sur une éthique de l'effort et du travail, à retrouver un équilibre entre la liberté et la règle, entre la responsabilité collective et la responsabilité individuelle.

Il faut un nouvel équilibre entre l'Etat et le marché, alors que partout dans le monde les pouvoirs publics sont obligés d'intervenir pour sauver le système bancaire de l'effondrement. Un nouveau rapport doit s'instaurer entre l'économie et la politique à travers la mise en chantier de nouvelles réglementations.

L'autorégulation pour régler tous les problèmes, c'est fini.

Le laissez faire, c'est fini.

Le laissez-faire, c'est fini.

Le marché qui a toujours raison, c'est fini.

Il faut tirer les leçons de la crise pour qu'elle ne se reproduise pas. Nous venons de passer à deux doigts de la catastrophe, on ne peut pas prendre le risque de recommencer.

Si l'on veut reconstruire un système financier viable, la moralisation du capitalisme financier demeure la priorité.

Je n'hésite pas à dire que les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être encadrés. Il y a eu trop d'abus, trop de scandales.

Alors ou bien les professionnels se mettent d'accord sur des pratiques acceptables, ou bien nous réglerons le problème par la loi avant la fin de l'année.

Les dirigeants ne doivent pas avoir le statut de mandataire social et bénéficiaire en même temps des garanties liées à un contrat de travail. Ils ne doivent pas recevoir d'actions gratuites. Leur rémunération doit être indexée sur les performances économiques réelles de l'entreprise. Ils ne doivent pas pouvoir prétendre à un parachute doré lorsqu'ils ont commis des fautes ou mis leur entreprise en difficulté. Et si les dirigeants sont intéressés au résultat, les autres salariés doivent l'être aussi. S'ils ont des stocks options, les autres salariés doivent en avoir aussi ou à défaut bénéficier d'un système d'intéressement. Voilà quelques principes simples qui relèvent du bon sens et de la morale élémentaire sur lesquels je ne céderai pas.

Les dirigeants perçoivent des rémunérations élevées parce qu'ils ont de lourdes responsabilités. Mais on ne peut pas vouloir être très bien payé et ne pas vouloir assumer ses responsabilités.

C'est encore plus vrai dans la finance que partout ailleurs. Comment admettre que tant d'opérateurs financiers s'en tirent à bon compte alors que pendant des années ils se sont enrichis en menant tout le système financier à la faillite ?

Les responsabilités doivent être recherchées et les responsables de ce naufrage au moins sanctionnés financièrement. L'impunité serait immorale. On ne peut pas se contenter de faire payer les actionnaires, les clients et les salariés les plus modestes en exonérant les principaux responsables. Qui pourrait accepter une telle injustice ?

Il faut ensuite réglementer les banques pour réguler le système. Car les banques sont au coeur du système.

Il faut cesser d'imposer aux banques des règles de prudence qui sont d'abord une incitation à la créativité comptable plutôt qu'à une gestion rigoureuse des risques. Ce qu'il faudra dans l'avenir, c'est contrôler beaucoup mieux la façon dont elles font leur métier, la manière dont elles évaluent et dont elles gèrent leurs risques, l'efficacité de leurs contrôles internes...

Il faudra imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation.

La crise devrait amener à une restructuration de grande ampleur de tout le secteur bancaire mondial. Compte tenu de ce qui vient de se passer et de l'importance de l'enjeu pour l'avenir de notre économie, il va de soi qu'en France l'Etat y jouera un rôle actif.

Il va falloir s'attaquer au problème de la complexité des produits d'épargne et de l'opacité des transactions de façon à ce que chacun soit en mesure d'évaluer réellement les risques qu'il prend.

Mais il faudra bien aussi se poser des questions qui fâchent comme celle des paradis fiscaux, celle des conditions dans lesquelles s'effectuent les ventes à découvert qui permettent de spéculer en vendant des titres que l'on ne possède pas ou celle de la cotation en continu qui permet d'acheter et de vendre à tout moment des actifs et dont on sait le rôle qu'elle joue dans les emballements du marché et les bulles spéculatives.

Il va falloir s'interroger sur l'obligation de comptabiliser les actifs aux prix du marché qui se révèlent si déstabilisant en cas de crise.

Enfin, il va falloir se décider à contrôler les agences de notation qui ont été défailtantes, et faire en sorte que plus aucune institution financière, et plus aucun fonds ne soit en mesure d'échapper au contrôle d'une autorité de régulation.

Mais la remise en ordre du système financier ne serait pas complète si en même temps on ne cherchait pas à mettre un terme au désordre des monnaies.

La monnaie est au coeur de la crise financière comme elle est au coeur des distorsions qui affectent les échanges mondiaux. Et si l'on n'y prend pas garde le dumping monétaire finira par engendrer des

guerres commerciales extrêmement violentes et ouvrira ainsi la voie au pire des protectionnismes. Car le producteur français peut faire tous les gains de productivité qu'il veut, il peut à la rigueur concurrencer les bas salaires des ouvriers chinois, mais il ne peut pas compenser la sous-évaluation de la monnaie chinoise. Notre industrie aéronautique peut être aussi performante que possible, elle ne peut pas lutter contre l'avantage de compétitivité que la sous-évaluation du dollar donne aux constructeurs américains.

Je redis donc, à quel point il me paraît nécessaire que les chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays concernés se réunissent avant la fin de l'année pour tirer les leçons de la crise financière et coordonner leurs efforts pour rétablir la confiance. J'ai fait cette proposition en plein accord avec la chancelière allemande, Madame Merkel, avec qui je m'en suis entretenu et qui partage les mêmes préoccupations à propos de la crise financière et sur les leçons qu'il va falloir en tirer. Je suis convaincu que le mal est profond et qu'il faut remettre à plat tout le système financier et monétaire mondial, comme on le fit à Bretton-Woods après la Seconde Guerre Mondiale, afin de créer les outils d'une régulation mondiale que la globalisation et la mondialisation des échanges rendent désormais nécessaires. On ne peut pas continuer de gérer l'économie du XXIème siècle avec les instruments de l'économie du XXème. On ne peut pas davantage penser le monde de demain avec les idées d'hier.

Quand les banques centrales font tous les jours toute la trésorerie des banques et quand le contribuable américain s'apprête à dépenser mille milliards de dollars pour éviter la faillite généralisée, il me semble que la question de la légitimité des pouvoirs publics à intervenir dans le fonctionnement du système financier ne se pose plus !

Oui, il arrive que l'autorégulation soit insuffisante. Oui, il arrive que le marché se trompe.

Oui, il arrive que la concurrence soit inefficace ou déloyale. Alors il faut bien que l'Etat intervienne, qu'il impose des règles, qu'il investisse, qu'il prenne des participations, pourvu qu'il sache se retirer quand son intervention n'est plus nécessaire.

Rien ne serait pire qu'un Etat prisonnier de dogmes, enfermé dans une doctrine qui aurait la rigidité d'une religion. Imaginons où en serait le monde si le gouvernement américain était resté sans rien faire face à la crise financière sous prétexte de respecter je ne sais quelle orthodoxie en matière de concurrence, de budget ou de monnaie ?

En ces circonstances exceptionnelles où la nécessité d'agir s'impose à tous, j'appelle l'Europe à réfléchir sur sa capacité à faire face à l'urgence, à repenser ses règles, ses principes, en tirant les leçons de ce qui se passe dans le monde. Elle doit se donner les moyens d'agir quand la situation l'exige et non se condamner à subir.

Si l'Europe veut préserver ses intérêts.

Si elle veut avoir son mot à dire dans la réorganisation de l'économie mondiale.

Si elle veut se donner les moyens de sortir renforcée et non pas affaiblie de la crise actuelle, elle doit engager une réflexion collective sur sa doctrine de la concurrence qui n'est, à mes yeux, qu'un moyen et non une fin en soi, sur sa capacité à mobiliser des ressources pour préparer l'avenir, sur les instruments de sa politique économique, sur les objectifs assignés à la politique monétaire. Je sais que c'est difficile parce que l'Europe c'est 27 pays, mais quand le monde change, l'Europe doit changer aussi. Elle doit être capable de bousculer ses propres dogmes. Elle ne peut pas se trouver condamnée à être la variable d'ajustement de toutes les autres politiques dans le monde parce qu'elle ne se serait pas donnée les moyens d'agir. Si ce qui s'est passé aux Etats-Unis s'était passé en Europe, avec quelle rapidité, avec quelle force, avec quelle détermination l'Europe aurait-elle fait face à la crise ? Pour tous les Européens il est entendu que la meilleure réponse à la crise devrait être européenne. En tant que Président de l'Union, je proposerai des initiatives en ce sens dès le prochain conseil européen.

S'agissant de notre pays, je le dis aux Français qui craignent pour leurs économies déposées dans les banques et les établissements financiers : les banques françaises paraissent en mesure de surmonter les difficultés actuelles, mais si elles devaient être mises en difficulté par la spéculation, je n'accepterais pas qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité de faire face à ses engagements. Les épargnants qui ont eu confiance dans les banques, dans les compagnies d'assurance, dans les institutions financières de notre pays ne

verront pas leur confiance trahie. Ils ne payeront pas pour les erreurs des dirigeants et l'imprudence des actionnaires.

C'est un engagement solennel que je prends ce soir : quoi qu'il arrive, l'Etat garantira la sécurité et la continuité du système bancaire et financier français.

Je le dis avec la même détermination : si les difficultés actuelles devaient entraîner une restriction du crédit qui priverait les Français et les entreprises, en particulier les PME, des moyens de financer leurs investissements ou d'assurer leur trésorerie, l'Etat interviendrait pour que ces financements puissent être assurés. Il le ferait par des cautions, par des garanties, par des apports en capital ou par une modification de la réglementation bancaire, mais il le ferait pour éviter que par un engrenage fatal l'économie privée de financements s'enfonce durablement dans la récession.

Bien que les ménages français soient en moyenne beaucoup moins endettés que dans la plupart des autres pays développés, l'accès au logement et à la propriété risquent d'être rendus plus difficile du fait de la contraction du crédit, de la hausse des taux d'intérêt et de la diminution d'une offre déjà insuffisante pour répondre aux besoins. La loi de mobilisation pour le logement sera adoptée en urgence. J'y ajouterai des mesures fortes pour que les programmes immobiliers en cours puissent être menés à bien et pour que des terrains appartenant au secteur public soient libérés pour y construire de nouveaux logements, ce qui contribuera à la baisse des prix qui avaient atteint des niveaux excessifs. Face au ralentissement de l'activité se pose naturellement la question de la relance de notre économie. Cette relance nous l'avons engagée bien avant tous les autres avec les mesures prises il y a un an sur les heures supplémentaires, les intérêts d'emprunt immobilier, les droits de succession, le crédit d'impôt recherche, auxquels se sont ajoutées d'autres mesures importantes comme le déblocage de la participation.

Ce soutien apporté à l'activité nous a permis de mieux résister à la crise.

Mais si l'activité venait à reculer fortement et durablement, je n'hésiterais pas à prendre les mesures nécessaires pour la soutenir. Aujourd'hui il faut du sang froid. Se garder de réactions précipitées mais en même temps être prêt à la réactivité.

La crise actuelle est une crise structurelle. Les changements qu'elle annonce sont profonds. A cette crise structurelle doit répondre une politique structurelle. Le monde change. Nous devons changer avec lui. Nous devons même autant que faire se peut, anticiper le changement. La crise appelle à accélérer le rythme des réformes non à le ralentir.

Je veux dire aux Français qu'il n'existe aucune solution miracle qui permettrait à notre pays de se dispenser des efforts nécessaires pour surmonter la crise.

Il faut bien sûr d'abord penser aux plus vulnérables dont la vie devient trop dure et qui souffrent. C'est dans les moments de crise que la solidarité avec ceux qui sont en difficulté doit être la plus forte. C'est la raison pour laquelle, j'ai pris la décision de créer le RSA, d'augmenter le minimum vieillesse, les pensions de réversion les plus modestes et pour les titulaires de minima sociaux, dont le pouvoir d'achat n'est pas garanti contrairement aux allocations familiales et aux retraites, d'accorder une prime exceptionnelle pour compenser le retard sur l'évolution réelle des prix.

Quand on veut dire la vérité aux Français, il faut la leur dire jusqu'au bout et la vérité c'est que l'Etat ne peut pas indéfiniment financer ses dépenses courantes et ses dépenses de solidarité par l'emprunt. Il faut bien un jour payer ses dettes.

L'argent de l'Etat c'est l'argent des Français. Ils ont travaillé trop dur pour le gagner pour que l'on ait le droit de le gaspiller.

Pour retrouver des marges de manoeuvre pour préparer l'avenir, les dépenses de fonctionnement de l'Etat doivent diminuer. L'année prochaine c'est un total sans précédent de 30 600 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique. La révision générale des politiques publiques continuera à produire ses effets. La réforme de l'hôpital permettra d'améliorer l'accès aux soins et leur qualité tout en supprimant des dépenses inutiles. Les agents hospitaliers seront intéressés à l'équilibre de leur budget et partout les fonctionnaires seront associés aux gains de productivité dans la fonction publique. C'est une véritable révolution culturelle qui se met ainsi en place et qui va modifier en profondeur les comportements.

Après la remise à plat de la carte judiciaire et les restructurations militaires, il faut aller plus loin dans la réorganisation de nos administrations et de nos services publics. Nous allons engager la deuxième

la reorganisation de nos administrations et de nos services publics. nous allons engager la deuxième étape de la réforme de l'Etat dès l'année prochaine.

Le grand chantier de la réforme de nos administrations locales sera ouvert dès le mois de janvier. Le moment est venu de poser la question des échelons de collectivités locales dont le nombre et l'enchevêtrement des compétences est une source d'inefficacité et de dépenses supplémentaires. La compétitivité de notre économie est capitale. Elle ne peut supporter un poids excessif de dépenses publiques.

Mais dans la situation où se trouve l'économie je ne conduirai pas une politique d'austérité qui aggraverait la récession. Je n'accepterai pas des hausses des impôts et des taxes qui réduiraient le pouvoir d'achat des Français. Mon objectif est de rendre du pouvoir d'achat aux Français non de leur en prendre.

Je n'accepterai pas d'augmenter les charges qui pèsent sur les entreprises parce que ce serait affaiblir leur compétitivité quand, au contraire, il faudrait la renforcer. Faire payer les entreprises sous prétexte que ce serait indolore, ce serait commettre une lourde erreur économique du type de celle qui fut faite au milieu des années 70 lors du premier choc pétrolier, avec les résultats désastreux que l'on sait. La France ne s'en sortira pas en investissant moins mais en investissant plus. C'est la raison pour laquelle désormais de nouveaux investissements seront exonérés de la taxe professionnelle qui les pénalise. Une grande concertation sera organisée avec les collectivités locales pour que soient trouvées une ressource de remplacement qui ait moins d'effets nocifs sur l'économie. Mais cette réforme indispensable ne sera pas différée.

La France s'en sortira non en travaillant moins mais en travaillant plus. Tout doit être fait pour encourager le travail que depuis des décennies on s'efforce par tous les moyens de décourager. Avec la réforme des 35 heures, avec la détaxation des heures supplémentaires, le maintien des exonérations de charges sur les bas salaires, l'instauration du RSA, la relance à venir de la participation et de l'intéressement, c'est toujours le même but qui est poursuivi : faire en sorte que le travail coûte moins cher à l'entreprise, que le travail paye, que le travail soit libéré.

La crise doit nous inciter à aller plus loin et plus vite dans les réformes qui contribuent à réhabiliter la valeur travail au moment même où le modèle d'une finance spéculative s'effondre.

La loi à venir sur la participation et l'intéressement s'inscrit exactement dans cette perspective de rééquilibrage entre le capital et le travail. Ne pas donner tous les bénéfices aux dirigeants et aux actionnaires, en destiner une part plus grande à ceux qui par leur travail créent la richesse, redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs sans alourdir les charges fixes de l'entreprise et ainsi remettre le capitalisme à l'endroit, voilà à côté du RSA l'autre révolution qu'il nous faut entreprendre.

Est-il besoin d'ajouter que dans la situation actuelle de l'économie mondiale, tout ce qui pourrait contribuer à alourdir le coût du travail serait suicidaire ?

Réduire les exonérations de charges sur les salaires ce ne serait pas reprendre un cadeau fait aux entreprises, ce serait contribuer à détruire de l'emploi au moment même où le ralentissement de la croissance fait repartir le chômage à la hausse et où la concurrence des pays à bas salaire ne cesse de s'intensifier.

Financer le RSA en taxant le travail aurait eu le même effet.

J'assume donc la décision de financer le RSA en taxant légèrement les revenus financiers qui depuis des années augmentent plus vite que les revenus du travail. C'est une décision juste et raisonnable. Elle ne remet pas en cause l'objectif de baisse globale des prélèvements, puisque les diminutions d'impôts et de charges décidées depuis 15 mois l'emportent de plus de 10 milliards sur les hausses.

Et au fur et à mesure qu'un nombre croissant de ceux qui jusqu'à présent étaient piégés par l'assistance sera incité à reprendre un travail, la taxe sur les revenus de l'épargne sera diminuée.

L'autre figure du capitalisme qu'il faut réhabiliter c'est celle de l'entrepreneur. Au capitalisme financier il faut opposer le capitalisme des entrepreneurs. A côté de la valeur travail, il faut remettre l'esprit d'entreprise au coeur du système de valeur de l'économie. C'est toute la philosophie de la loi de modernisation de l'économie et ce sera l'autre priorité de la politique économique dans l'avenir.

Si nous manquons d'entrepreneurs capables d'inventer l'économie de demain, ce n'est pas parce que les Français seraient plus dépourvus que les autres d'esprit d'entreprise mais parce que tout a été fait pour empêcher les Français d'entreprendre comme tout a été fait pour les empêcher de travailler.

Opposer l'effort du travailleur à l'argent facile de la spéculation, opposer l'engagement de l'entrepreneur qui risque tout dans son entreprise à l'anonymat des marchés financiers, opposer un capitalisme de production à un capitalisme de court terme, accorder une priorité à l'industrie au moment où l'état de la finance se desserre, voilà tout le sens de la politique économique que je veux conduire.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que nous passons d'un monde d'abondance à un monde de rareté. C'est-à-dire d'un monde où l'on utilisait les ressources naturelles comme si elles étaient inépuisables à un monde où l'épuisement à venir des ressources naturelles sera une préoccupation de tous les jours.

Dans le monde de la rareté, il va falloir payer plus cher le pétrole, le gaz, les matières premières. Les Français devront produire autrement, consommer différemment. Ils devront apprendre à faire constamment des efforts pour économiser les ressources rares qui ne peuvent plus être gaspillées. La pollution et le réchauffement climatique menacent l'avenir de la planète. Chacun va devoir faire des efforts, changer de comportement pour polluer moins.

Si l'on ne veut pas que des catastrophes écologiques débouchent sur des déplacements massifs de populations et des catastrophes humaines et politiques, si l'on veut éviter la violence qu'engendrerait fatalement le manque d'eau et de terres cultivables, alors il faut que chacun assume les conséquences de ses choix, il faut que chacun supporte les coûts de ses décisions et paye le juste prix de ce qu'il consomme.

Dans le monde de demain le principe pollueur-payeur devra s'appliquer partout si nous ne voulons pas léguer aux générations futures un monde invivable.

S'il faut moins taxer l'investissement, moins taxer le travail, moins pénaliser l'effort et la réussite, moins taxer les produits propres, il faut en revanche davantage taxer la pollution.

Utiliser la fiscalité pour relever le défi écologique, c'est indispensable si l'on veut inciter à un changement profond des comportements.

Si dans la situation actuelle où tant de Français se trouvent confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat, il est exclu de renchérir les produits de grande consommation, je veux dire à quel point je crois que le système du bonus-malus est un bon système. L'expérience sur l'automobile a été particulièrement concluante avec 500 000 bonus distribués en 8 mois, déplaçant massivement la demande vers des véhicules plus écologiques. Ce système extrêmement incitatif du bonus-malus qui permet de gagner des années dans le changement des modes de consommation sera étendu à d'autres produits. Cette extension se fera dans la concertation. Elle se fera progressivement. Mais elle se fera. J'en prends l'engagement. Comme je prends l'engagement solennel que toutes les conclusions du Grenelle de l'environnement seront mises en oeuvre parce qu'elles permettront à notre pays de prendre de l'avance dans la mutation inéluctable qu'imposera dans les années qui viennent à tous les pays du monde la prise de conscience du risque écologique et de l'épuisement du pétrole et des ressources non renouvelables.

Je crois à la croissance durable.

Ce que nous avons décidé de faire est très ambitieux. L'effort qui va être engagé en matière de fiscalité incitative, de règles nouvelles et d'investissement est gigantesque. C'est une véritable transformation de notre modèle économique et social et de notre cadre de vie qui va s'accomplir dans les années qui viennent.

La mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement c'est la multiplication par 4 de nos capacités de transports en commun en sites propres, la construction de 2000 kilomètres de lignes à grande vitesse supplémentaires, les autoroutes ferroviaires, les autoroutes maritimes, un milliard d'euros dans la recherche en matière de développement durable à l'horizon 2012, la rénovation de tout le parc des logements sociaux et des bâtiments publics pour les adapter aux exigences d'économie d'énergie. Toutes ces dépenses nouvelles seront gagées sur les futures économies d'énergie et elles exerceront sur notre activité un formidable effet d'entraînement. Il ne s'agira pas cette fois-ci de sacrifier l'avenir au présent, mais au contraire de mettre notre pays dans la meilleure situation possible pour affronter l'avenir.

Nous allons développer massivement les programmes de recherche dans les nouvelles sources d'énergie, les technologies propres, les nouveaux systèmes de transport comme la voiture électrique. Le

remplacement de nos centrales nucléaires par les centrales de la nouvelle génération sera accéléré. Tout sera mis en oeuvre pour que le programme des infrastructures de transport collectif soit effectivement engagé le plus rapidement possible. Je veux que soit mis à l'étude un grand plan de rénovation des infrastructures des transports collectifs dans les grandes villes où la situation est devenue souvent critique. L'Etat est prêt à y jouer son rôle à côté des collectivités locales, en prenant sa part dans le financement.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que pour entrer dans l'économie de la connaissance qui sera l'économie du XXIème siècle. Nous ne pouvons plus attendre pour investir dans la formation, dans la recherche, dans l'innovation. Nous ne pouvons plus attendre pour accomplir la révolution numérique. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu que notre système de formation professionnelle soit entièrement repensé. Cette réforme de la formation professionnelle qui fait l'objet d'une négociation entre les partenaires sociaux, je veux qu'elle soit ambitieuse et surtout qu'elle soit rapidement mise en oeuvre. Le diagnostic est connu de tous. Je veux que des décisions soient prises avant la fin de l'année.

C'est la raison pour laquelle j'ai voulu que nos universités soient autonomes et qu'une partie du capital d'EDF a été vendue pour financer la rénovation de nos campus. C'est également la raison pour laquelle nous allons donner aux universités la propriété intellectuelle de leurs découvertes et leur donner les moyens de les valoriser.

C'est la raison pour laquelle le crédit d'impôt recherche a été porté à 30%, notre appareil de recherche va être réformé et une stratégie nationale de recherche va être définie.

Les priorités budgétaires traduisent cet engagement vis-à-vis de l'enseignement et de la recherche : plus un milliard par an pour l'enseignement et plus de 800 millions par an pour la recherche.

Tous ces défis sont immenses.

Mais notre pays peut les relever. J'ai confiance dans les Français. J'ai confiance dans les atouts de la France. J'ai la certitude que nos réformes en porteront leurs fruits. J'ai la certitude que par notre travail, nous saurons faire notre place dans le monde du XXIème siècle. J'ai confiance dans notre capacité à refonder le capitalisme.

Jamais depuis 1958 autant de changements n'ont été accomplis en si peu de temps. Quand la situation économique mondiale redeviendra meilleure nous en verrons tous les fruits sur l'équilibre de nos finances, sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat et sur le bien-être de chacun.

Je suis déterminé à poursuivre la modernisation de notre économie et de notre société quelles que soient les difficultés parce que nous n'avons plus le choix parce que nous ne pouvons pas attendre. Alors que les vieilles idées et les vieilles structures sont balayées, nous devons être imaginatifs et audacieux.

Nous avons le choix de subir ce changement ou d'en prendre la tête. Mon choix est fait.

Françaises, Français, au milieu des difficultés nous devons précéder la marche du monde et non la suivre.

Vive la République !

Vive la France !